

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. : 6ème bureau
WP/CBE

Rappeler impérativement les références ci-dessus
Tel. direct : 35.03.53.98

SOCIETE ESSO S.A.F.
LILLEBONNE

POURSUITE DE L'EXPLOITATION
D'UN DEPOT D'HYDROCARBURES

ROUEN, le 10 octobre 1988

A R R E T E

LE PREFET,
de la région Haute-Normandie
PREFET de la SEINE-MARITIME
Chevalier de la Légion d'Honneur,

V U :

La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des lois des 16 décembre 1964 (titre 1er) et 19 juillet 1976 précitées,

Les divers arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités que la société ESSO SAF dont le siège social est 6, avenue André Prothin à COURBEVOIE, exerce dans sa raffinerie située sur la zone industrielle de Port Jérôme à NOTRE-DAME-de-GRAVENCHON,

La demande en date du 3 décembre 1986 par laquelle la société ESSO SAF sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation de son dépôt libre d'hydrocarbures situé Rue de Seine, lieu-dit "Les Alluvions" sur le territoire de la commune de LILLEBONNE,

(Activités répertoriées sous les numéros suivants de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement :

- 253 : AUTORISATION : Dépôts de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégorie,

- 261 bis : AUTORISATION : Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables),

Les plans et autres documents joints à cette demande,

.../...

L'arrêté préfectoral du 9 octobre 1987 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 13 novembre au 14 décembre 1987 inclus, sur le projet susvisé, désignant MM. Guy GIORDANI, Lucien BENNETOT et Jacques MALETRAS membres de la commission d'enquête, et prescrivant l'affichage dudit arrêté tant à LILLEBONNE, que dans les communes de NOTRE-DAME-de-GRAVENCHON, PETIVILLE, QUILLEBEUF-sur-SEINE et SAINT-AUBIN-sur-QUILLEBEUF situées dans le rayon d'affichage prévu par la nomenclature des Installations Classées,

Les certificats des maires des communes de LILLEBONNE, NOTRE-DAME-de-GRAVENCHON et SAINT-AUBIN-sur-QUILLEBEUF constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis de M. le député-maire de LILLEBONNE,

L'avis de la commission d'enquête,

L'avis de M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

L'avis de M. le directeur départemental de l'équipement,

L'avis de Mme le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis de M. le directeur départemental du travail et de l'emploi,

L'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

Les délibérations des conseils municipaux de LILLEBONNE, NOTRE-DAME-de-GRAVENCHON et SAINT-AUBIN-sur-QUILLEBEUF en date du 16 décembre, 10 novembre et 30 novembre 1987,

Le rapport de M. l'inspecteur des Installations Classées en date du 22 février 1988,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 12 avril 1988,

Les arrêtés préfectoraux des 28 mars et 1er juillet 1988 prorogeant jusqu'au 12 octobre 1988 les délais d'instruction de ce dossier,

Les notifications faites au demandeur les 1er avril 1988 et 1er juin 1988,

L'avis de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures en date du 22 septembre 1988,

.../...

A R R E T E :

ARTICLE 1er : La société ESSO SAF dont le siège social est 6, avenue André Prothin à COURBEVOIE est autorisée à poursuivre l'exploitation de son dépôt d'hydrocarbures situé au lieu-dit "Les Alluvions" rue de la Seine sur le territoire de la commune de LILLEBONNE.

Ce dépôt comprend :

- 8 bacs aériens :

- . 2 bacs de 50 et 45 m3 contenant du Gas-oil (GO)
- . 2 bacs de 50 et 45 m3 contenant du Super-Carburant (SC)
- . 2 bacs de 50 et 45 m3 contenant du Fuel Oil Domestique (FOD)
- . 1 bac de 50 m3 contenant du Carburant Auto (CA)
- . 1 bac de 48 m3 contenant du Super-Carburant sans plomb.

- une cuve enterrée de 30 m3 pour la récupération des égouttures ;

- une installation de chargement automatique pour ces produits comprenant 2 postes en dôme multiproduits (chacun de ces postes comporte 5 bras articulés assurant un débit unitaire d'environ 130 m3/h - maximum 150 m3/h) à double chargement (chargement simultané de 4 camions possible),

- et d'un poste d'avitaillement des camions citernes composé d'une cuve enterrée double paroi de 8 000 litres et d'un appareil de distribution type "station service".

La capacité fictive globale du dépôt est de 289 m3.

Les activités exercées sont rangées sous les numéros suivants de la nomenclature :

- n° 253 : Dépôts de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégorie,
- n° 261 bis : Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables ;

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions qui suivent :

I - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

I.1. CONFORMITE AUX PLANS

Ces installations seront situées, installées et exploitées conformément aux plans, descriptifs et données techniques présentés dans le dossier de demande et dans ses annexes, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à la nature des produits susceptibles d'entraîner un changement notable des éléments du dossier devra être portée, avant réalisation, à la connaissance des services préfectoraux, avec tous les éléments d'appréciation.

.../...

I.2. ACCIDENT - INCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des Installations Classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

I.3. REGLEMENTATIONS PARTICULIERES

Sauf dispositions contraires prises dans le présent arrêté, les textes suivants sont applicables au dépôt :

. arrêté ministériel du 9 novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides de capacité fictive globale au plus égale à 1 000 m³, modifié par l'arrêté ministériel du 19 novembre 1975 ;

. arrêtés-types 253 et 261 bis.

II. SECURITE

II.1. PREVENTION DES RISQUES

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie ou d'explosion.

II.1.1. L'implantation et la conception des égouts et caniveaux seront conçues de manière à éviter toute propagation d'un incendie d'une installation à une autre.

II.1.2. Les installations seront conçues et réalisées de telle sorte que les personnes appelées à y travailler ou à y circuler puissent évacuer les lieux rapidement en cas d'incendie.

II.1.3. Par dérogation à l'article 21 de l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié, les distances minimales entre les parois de deux réservoirs appartenant à deux rangées différentes sont portées à 0,80 mètre. Dans une même rangée, la distance minimale entre les parois de deux réservoirs est de 1,5 mètre.

II.1.4. La distance minimale entre les voies de communication extérieures et les parois des réservoirs aériens d'hydrocarbures de 1ère catégorie de capacité nominale au plus égale à 200 m³ et les postes de chargement sera de 15 m minimum.

Les voies de circulation à l'intérieur du dépôt et les voies de desserte seront matérialisées et maintenues en permanence dégagées.

II.1.5. La capacité utile de la cuvette de rétention sera supérieure ou égale à 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus soit 200 m³.

Les parois de cette cuvette devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures et résister à une poussée des produits éventuellement répandus.

II.1.6. Le poste de chargement répondra aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 août 1981, notamment :

.../...

1° - Un dispositif interdit le chargement lorsque la liaison équipotentielle correcte entre la citerne routière et la charpente du poste n'est pas réalisée :

2° - Un dispositif interdit tout chargement lorsque le tube plongeur n'est pas en position de chargement ;

3° - Un dispositif asservit le chargement à une intervention manuelle permanente de l'opérateur ;

4° - Une liaison téléphonique, ou un dispositif d'alerte équivalent, permet d'avertir immédiatement en cas d'accident le personnel de l'établissement ; le poste téléphonique ou le dispositif d'alerte doit être placé à une distance suffisante des installations de chargement ;

5° - La passerelle du poste permettant d'accéder au dôme de la citerne est conçue de telle manière que le chargement ne peut s'effectuer si elle n'a pas été mise en place ;

6° - Un arrêt d'urgence doit permettre d'interrompre l'arrivée des produits ; des moyens appropriés de lutte contre l'incendie doivent se trouver à proximité de chaque poste ;

7° - Chaque bras de chargement doit clairement indiquer le produit distribué ;

8° - Une consigne de l'exploitant doit fixer l'ordre des opérations à effectuer par les utilisateurs des postes ; cette consigne doit être affichée de manière très visible au poste de chargement ;

9° - L'indication apparente : "Etablissement disposant d'installations automatiques de chargement" devra être affichée en caractères nettement apparents à l'entrée de l'établissement.

II.1.7. Les installations métalliques seront reliées à la terre par une connexion dont la résistance électrique n'excédera pas 100 ohms.

II.2. SECURITE - INCENDIE

II.2.1. Quatre extincteurs à poudre, sur roues, de 50 kg chacun seront disposés à proximité des postes de chargement.

L'établissement disposera en outre de 2 poteaux incendie minimum de 100 mm de diamètre capable de fournir le débit normalisé NFS 61213 (un poteau à l'intérieur du dépôt et un autre à proximité).

Ces deux poteaux devront être placés à moins de 100 m des installations et accessibles par des chemins praticables.

Le débit de la canalisation sera au minimum de 2000 litres par minute, sous une pression dynamique de 1 bar.

II.2.2. Une convention passée avec la raffinerie ESSO SAF permettra au dépôt de disposer en cas de besoin des moyens mobiles de secours de la raffinerie de PORT-JEROME.

.../...

II.2.3. L'ensemble des moyens sera vérifié au moins une fois par an par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

II.3. DISPOSITIONS PARTICULIERES

II.3.1. Le contrôle de niveau sera effectué sur chaque bac par 2 seuils de détection de niveau déclenchant automatiquement l'arrêt du remplissage pour le niveau haut et une alarme pour le niveau très haut. Les opérations de réception de produits seront effectuées en présence d'un personnel qualifié.

II.3.2. Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en oeuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

II.4. PLAN D'OPERATION INTERNE et INFORMATION DES POPULATIONS

L'exploitant établira un plan d'opération interne, qui définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan sera transmis à la Direction Départementale de la protection Civile, à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'Inspection des Installations classées dès notification du présent arrêté. Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées. Ce plan pourra être commun au dépôt et à la raffinerie de port Jérôme.

En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le préfet. Il prendra en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au Plan d'Opération Interne et au Plan Particulier d'Intervention en application des articles 2.5.2. et 3.2.2 de l'instruction interministérielle du 12 juillet 1985 (J.O. du 2 octobre 1985).

L'exploitant est tenu de fournir au préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

III. PREVENTION DES NUISANCES

III.1. REJETS LIQUIDES

III.1.1. Toutes dispositions seront prises pour qu'aucun rejet liquide, à l'exclusion des eaux non polluées et des eaux traitées, ne se fasse dans le milieu naturel.

III.1.2. Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir de rejet même accidentel de matières polluantes vers le milieu naturel sans traitement préalable approprié.

III.1.3. Les réservoirs enterrés (8 m³ de G.O. et 30 m³ de récupération des égouttures) satisferont aux dispositions fixées par la circulaire du 17 juillet 1973, la circulaire et l'instruction du 17 avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

III.2. BRUIT

Les bruits émis seront toujours inférieurs ou égaux aux valeurs fixées par l'arrêté ministériel du 20 août 1985.

. période de jour	: 65 dB(A)
. période intermédiaire	: 60 dB(A)
. période de nuit	: 50 dB(A)

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les appareils de manutention et les engins de chantiers utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969). Leur moteur ne devra pas être mis ou rester en marche sans nécessité.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, haut-parleurs, avertisseurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

III.3. DECHETS

L'exploitant reste soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif aux contrôles des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

III.4. CONTROLE

L'inspecteur des Installations Classées pourra demander la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

La société pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

a) aux chapitres I et II du titre II du livre II du code du travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) au décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) au décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

.../...

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'installation demeurera d'ailleurs soumise à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire de la présente autorisation pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 susvisée, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet si l'activité n'est pas pratiquée pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité autorisée, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans le délai d'un mois et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : M. le secrétaire général de la Préfecture de la Seine-Maritime, M. le sous-préfet du HAVRE, M. le député-maire de LILLEBONNE, M. le directeur régional de l'industrie et de la recherche de Haute-Normandie, MMES et MM. les inspecteurs des Installations Classées, M. le directeur départemental du travail et de l'emploi, MM. les inspecteurs du travail, M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de LILLEBONNE.

Un avis sera inséré aux frais de la Société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 10 octobre 1988

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Pierre MIRABAUD

Pour ampliation
Le chef de bureau


Odile LABITTE